

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national, Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault (dir.). Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 410 p.

Jean-Philippe Carlos

Numéro 8, 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1040319ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1040319ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Carlos, J.-P. (2017). Compte rendu de [*Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national*, Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault (dir.). Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 410 p.] *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (8), 124–127. <https://doi.org/10.7202/1040319ar>

Tous droits réservés © Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



Compte rendu

Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national

Jean-François LANIEL et Joseph Yvon THÉRIAULT (dir.).
Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 410 p.

Par Jean-Philippe Carlos

Université de Sherbrooke

Les États généraux du Canada français sont une série d'assemblées organisées conjointement par la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste et la Ligue d'action nationale, qui se sont déroulées à Montréal entre 1966 et 1969. Réunissant des centaines de représentants francophones issus de la société civile et provenant de toutes les provinces et des territoires du Canada, ces rassemblements avaient pour but de susciter une réflexion sur l'avenir constitutionnel de la nation canadienne-française. Organisés dans un contexte sociopolitique mouvementé, marqué notamment par la montée du mouvement indépendantiste québécois, par les festivités entourant le centenaire de la Confédération canadienne et par les transformations profondes qui restructuraient les paramètres identitaires et institutionnels de la société québécoise – et canadienne –, les États généraux représentent un tournant dans l'histoire de la francophonie canadienne. Symbole de rupture entre le Québec et les minorités francophones, cet événement a durablement été associé à l'éclatement du Canada français et à la « provincialisation » des cultures francophones hors Québec. Longuement ignorés par l'historiographie, les États généraux du Canada français font néanmoins l'objet d'un intérêt renouvelé de la part des chercheurs et des chercheuses depuis quelques années. L'ouvrage *Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national* constitue un exemple stimulant des nouvelles perspectives scientifiques liées à l'étude de cet événement phare de l'histoire de la francophonie canadienne du 20^e siècle.

Dirigé par Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault, ce collectif tire son origine d'un colloque qui s'est tenu en octobre 2012. Divisé en cinq parties et comportant treize chapitres, l'ouvrage s'intéresse à la portée historique que les États généraux du Canada français ont eue dans l'histoire du Canada français, ainsi qu'à la manière dont certains acteurs historiques ont interprété cet événement à la lumière du développement du Québec et des francophonies canadiennes. Rassemblant des historiens, des sociologues, des politologues ainsi que des spécialistes en droit, l'ouvrage propose une synthèse multidisciplinaire rafraîchissante de l'état actuel des recherches. Le point de vue adopté, qui met l'accent sur la perspective des communautés francophones minoritaires du Canada – sans pour autant laisser de côté la perspective québécoise –, nous permet également de comprendre l'impact que cet événement a eu sur les différentes communautés francophones, sur leur développement et sur les liens qu'elles ont entretenus avec le Québec depuis la fin des années 1960.

La première partie de l'ouvrage constitue une mise en perspective historique et sociologique des États généraux du Canada français. Jacques-Yvan Morin, qui fut président des assises préliminaires et nationales entre 1965 et 1969, y propose une réflexion qui revient sur les racines culturelles et sociopolitiques de cet événement. Selon Morin, il faut remonter à la décennie 1930, une période marquée par la Crise économique et par une intensification de l'urbanisation, de l'industrialisation et de la prolétarisation, afin de mieux saisir les raisons pour lesquelles les élites intellectuelles ont jugé nécessaire la tenue d'un tel rassemblement. Morin y souligne du même souffle que les travaux et les résolutions votées par les Canadiens français de l'époque constituent une « source d'idées et de réflexion » (p. 17) qui pourrait permettre un rapprochement entre le Québec et les communautés francophones minoritaires. Ensuite, Joseph Yvon Thériault propose un texte portant sur les logiques sociopolitiques des rassemblements qui prennent la forme d'États généraux. Ceux-ci peuvent ainsi rassembler politiquement en un seul corps les nombreuses composantes d'une nation, sans l'État, et constituer des « outils pour des sociétés en déficit politique » (p. 43).

La seconde partie de l'ouvrage porte sur la réception des États généraux du Canada français dans les communautés francophones minoritaires. Serge Miville y propose une analyse qui démontre comment les journaux francophones de l'époque ont majoritairement rejeté les travaux des États généraux, en raison d'un apparent manque de représentativité ainsi qu'en réaction à un néonationalisme québécois qui souhaitait « faire table rase du passé ». Julien Massicotte revient quant à lui sur le développement historique et culturel de l'Acadie, en illustrant comment les États généraux représentent la « brisure publique d'une référence affaiblie » (p. 105) qui a officialisé le passage du Canada français aux communautés francophones canadiennes, notamment en lien avec les réactions mitigées des élites et des institutions québécoises et acadiennes. Puis, François-Olivier Dorais aborde la question du rôle de l'intellectuel dans l'espace public de la francophonie canadienne, à travers la figure de l'historien et homme d'action Gaétan Gervais. Il montre comment

cet intellectuel, à l'origine de la création du drapeau franco-ontarien, a fini par incarner et façonner les aspirations identitaires de la communauté franco-ontarienne entre les années 1970 et 1990.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur la francophonie canadienne depuis les États généraux du Canada français. Marc-André Gagnon y étudie les fêtes de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa et à Hull, en examinant la « rupture » du Canada français et ses répercussions sur le réseau associatif ainsi que sur les rapports entre francophones en milieu frontalier selon un point de vue régional. Michel Bock nous propose quant à lui une analyse de l'évolution du nationalisme franco-ontarien entre 1969 et le début des années 1990. S'éloignant de la périodisation traditionnelle en lien avec la rupture du Canada français, Bock y soutient que ce sont la création de la *Charte canadienne des droits et libertés* (1982) et la tenue du Sommet de la francophonie ontarienne (1991) qui auraient restructuré profondément la nature même du nationalisme franco-ontarien, le rapprochant ainsi d'un nationalisme proprement « canadien », multiculturaliste et individualiste. Ensuite, Marc Power, Marc-André Roy et Mathieu Stanton abordent l'aspect juridique de la question des droits linguistiques au Canada. Ils avancent notamment que les victoires juridiques des communautés francophones minoritaires dans ce domaine précis n'auraient pas nui nécessairement aux intérêts du Québec, qui posséderait de toute manière des outils juridiques nécessaires à la protection de la langue française. Rappelant que la situation du Québec et celle des minorités hors Québec sont de nature très différente, les auteurs soutiennent que les victoires juridiques des minorités francophones ont grandement contribué au développement de leurs communautés un peu partout au Canada.

La quatrième partie de l'ouvrage porte quant à elle sur les rapports entre le Québec et les communautés francophones minoritaires depuis la fin des États généraux. Anne-Andrée Denault y étudie les trois principales institutions créées par l'État québécois afin de maintenir des liens et des relations avec les communautés francophones hors Québec (le Service du Canada français d'outre-frontières, le Secrétariat permanent des peuples francophones et le Centre de la francophonie des Amériques). Jean-François Laniel aborde quant à lui la question des représentations qu'a d'elle-même la francophonie canadienne contemporaine et des relations que tissent en son sein ses différents représentants. Il montre que les communautés francophones d'aujourd'hui sont avant tout liées par l'aspect linguistique et que les aspirations « nationalitaires » auraient depuis longtemps été abandonnées. Charles-Philippe Courtois nous propose quant à lui une analyse de nature historique qui démontre l'importance des relations entre le Canada français et le reste de la francophonie dans le cadre plus large de l'Amérique française.

Enfin, la cinquième partie de l'ouvrage propose deux notes de recherche de la plume d'Éric Bédard et de Marcel Martel. Bédard y expose une étude qu'il réalise actuellement

avec l'aide de l'historien Xavier Gélinas sur les idées exprimées par René Lévesque relativement à la question des communautés francophones hors Québec, en y démontrant que ce dernier épouse les thèses néonationalistes en vogue dans les années 1960, qui font du Québec le foyer national du fait français en Amérique. Puis, Marcel Martel nous expose les recherches qu'il effectue en lien avec la question du comportement de la GRC à l'égard des États généraux du Canada français. Il montre que la GRC, bien qu'initialement peu intéressée par les travaux de cette assemblée, s'est progressivement montrée soucieuse de bien comprendre cet événement, dont la nature l'a incitée à prendre des mesures de précaution. Craignant le radicalisme des éléments séparatistes en son sein, la GRC a suivi d'un œil attentif les travaux des États généraux jusqu'à leur terme, en 1969.

Malgré la richesse évidente des textes qui le composent, il n'en demeure pas moins que cet ouvrage souffre de quelques lacunes – ou absences – notées ici et là au fil de notre lecture. D'abord, il aurait pu être intéressant de proposer un texte récapitulatif des événements entourant les origines des États généraux du Canada français et, notamment, le degré d'implication de ses organisateurs : la Ligue d'action nationale et la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec. Bien qu'une certaine perspective historique soit proposée par Jacques-Yvan Morin en introduction, il aurait été pertinent de revenir sur les objectifs et l'orientation idéologique des principaux groupes qui ont contribué à leur mise en place.

Également, il aurait été souhaitable que l'ouvrage aborde en partie la question de la réception des États généraux au sein des différents réseaux nationalistes du Québec. En outre, cet événement a eu un impact majeur sur la reconfiguration du nationalisme traditionaliste québécois. Les États généraux ont aussi joué un rôle clé dans l'évolution idéologique d'une majeure partie des nationalistes québécois, qui ont tourné le dos à l'option autonomiste afin d'embrasser l'idéal indépendantiste.

Enfin, il aurait pu être intéressant d'inclure une perspective canadienne-anglaise dans cette étude, afin de mieux recadrer l'expérience des États généraux dans le grand ensemble canadien anglophone. Néanmoins, ce sont là essentiellement des critiques constructives qui mettent à jour certaines des avenues qu'il pourrait être intéressant d'explorer dans les prochaines années. Car il faut bien le souligner, la majorité des textes présents dans ce collectif sont de très grande qualité.

Dans son ensemble, l'ouvrage dirigé par Laniel et Thériault représente un ajout fort pertinent à l'historiographie des États généraux du Canada français. Rarement autant de points de vue auront permis au lecteur d'avoir une compréhension si globale de cet événement et de son importance dans l'histoire canadienne.

Jean-Philippe Carlos

Jean-Philippe.Carlos@USherbrooke.ca